

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4043 VENDREDI 23 JUILLET 2021

INSTITUTIONS

Les membres du gouvernement en séminaire de trois jours



Des membres du gouvernement à la cérémonie inaugurale

Créer une dynamique de changement par la culture de l'excellence et la gestion axée sur les résultats", tel est le thème du séminaire du gouvernement ouvert officiellement, le 22 juillet, au Fleuve Congo Hôtel à Kinshasa par le président de la République, Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Pendant trois jours, soit du 22 au 24 juillet, les membres du gouvernement de l'Union sacrée de la nation vont s'imprégner de la vision du président de la République et l'intérioriser en vue d'imprimer une dynamique de changement par la culture de l'excellence pour plus d'efficacité dans l'action.

Page 3

DGRK

Félicien Kuluta dément les rumeurs de cambriolage



Le siège de la DGRK à Kinshasa

Le directeur général de la Direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK) vient de couper court aux rumeurs faisant état d'un cambriolage dans les locaux de cette régie financière. « *Il n'y a pas eu vol à la DGRK. Ces fausses informations viennent des personnes mal intentionnées qui cherchent à*

décourager les efforts de la DGRK », a-t-il indiqué au cours d'un récent point de presse.

Pour Félicien Kaluta, l'institution qui ne garde pas l'argent des contribuables dans ses caisses n'a connu aucun cas de vol d'une quelconque somme d'argent ni du serveur central.

Page 4

APRÈS LES SURGELÉS IMPORTÉS

Gouvernement et exploitants aériens domestiques en quête d'un compromis



Des produits dans un super marché à Kinshasa

L'objet des négociations est d'assurer une baisse effective des prix des billets à l'intérieur du pays. Pour les transporteurs aériens, il est important de discuter sur les préalables avant d'envisager toute révision à la baisse. Le fait que certaines destinations étrangères reviennent moins cher que les vols à l'interne fait jaser.

L'annonce d'un deal en perspective entre les deux partenaires ne suscite pas encore un engouement des voyageurs qui préfèrent s'en tenir aux faits après l'épisode des produits surgelés et les dénonciations de la Fédération des entreprises du Congo.

Page 3

VIE DE STARS

Rebo Tchulo enceinte

Dans une vidéo postée le 16 juillet, la chanteuse a mis fin à la polémique créée par l'annonce de sa grossesse insistant qu'elle n'a pas voulu susciter de buzz avant la sortie de son nouveau single comme l'ont prétendu cer-

tains mais a préféré plutôt se livrer avant de devenir la cible des mauvaises langues.

Deux jours plus tôt, via sa story Instagram, la copine d'Innos'B avait prévenu qu'elle attendait famille. Cela avait suscité plu-

sieurs commentaires et certains internautes l'ont mis en doute allant jusqu'à prétendre qu'elle voulait attirer l'attention pour la sortie de son nouveau son. Sans détours, elle confirme le fait.

Page 5

ÉDITORIAL

Racisme !

A lors que la pandémie provoquée par l'expansion planétaire du coronavirus et de ses différents variants repart à la hausse sur toute l'étendue de la planète un constat, à tous égards inacceptable, s'impose : l'Afrique, où vit près du quart de l'humanité et qui compte le plus de jeunes à l'échelle mondiale, ne dispose toujours que d'un nombre très faible de vaccins. Ce qui laisse présager des lendemains douloureux, tragiques même, pour la plupart des pays qui quadrillent l'immense espace géographique dont notre Bassin du Congo occupe le centre.

Obsédées par leur propre sort et ne prenant manifestement pas la mesure du danger qui menace les peuples africains, les grandes nations de l'hémisphère nord ferment délibérément les yeux sur la situation sanitaire des nations de l'hémisphère sud. Leurs dirigeants mettent tout en oeuvre pour vacciner leur propre population au risque de provoquer de très fortes tensions sociales comme on le voit en Europe notamment, mais ne se préoccupent guère d'aider les gouvernements africains dans leur lutte contre le coronavirus alors même que l'expansion de la pandémie aggraverait à coup sûr les problèmes auxquels ils se trouvent confrontés.

Cette forme d'égoïsme planétaire n'a, dira-t-on, rien de très nouveau ni de très surprenant dans la mesure où ses racines remontent loin, très loin, dans le temps ; à l'époque notamment où les pays riches mettaient sous leur coupe les peuples du grand Sud afin d'exploiter les richesses naturelles de leurs territoires. Mais elle est aggravée, en ce début de millénaire, par le fait que l'Union africaine ne tape pas suffisamment fort sur la table pour faire prendre conscience aux grandes puissances du danger global que ce nouvel égoïsme génère pour elles comme pour l'ensemble de la Terre.

Dire haut et fort, publiquement donc, que la distribution pour le moins inégale des vaccins permettant de combattre la Covid-19 et ses différents variants fait renaître une forme de racisme qui ne dit pas son nom obligerait certainement les dirigeants des grandes puissances à prendre enfin conscience du fait que leur égoïsme ne peut avoir à brève échéance que des effets dramatiques, y compris pour eux. Une telle prise de position officielle et argumentée ouvrirait enfin les yeux de leurs propres populations sur le risque mortel que porte en lui l'égoïsme de leurs gouvernants.

Le Courrier de Kinshasa

JUSTICE

Vers la délocalisation de la prison centrale de Bukavu

Construite depuis l'époque coloniale, la prison centrale de Bukavu dans la province du Sud-Kivu se trouve dans un état piteux.

La maison pénitentiaire devra être délocalisée et reconstruite. Cette question a été au menu de la rencontre entre la ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des sceaux, Rose Mutombo Kiese, le vice-ministre Amato Bayubasire Mirindi et une délégation conduite par le ministre provincial de la Justice du Sud-Kivu, Jospin Bitafuanwa Mukono. A en croire le ministre provincial de la Justice du Sud-Kivu, la prison centrale de Bukavu ne remplit plus les normes de détention. Elle devra donc être détruite et reconstruite dans un autre site plus spacieux. " Nous sommes venus présenter le projet de la délocalisation et de la construction de la nouvelle prison centrale de Bukavu qui est actuellement dans un état de délabrement et qui est un souci par rapport à la sécurité de la population voisine", a-t-il déclaré tout en ajoutant que cette prison ne répond plus aux conditions actuelles de la détention dans le sens où c'est une prison qui était construite depuis l'époque coloniale.

Ayant la capacité de cinq cents détenus, cette prison, a révélé le ministre provincial du Sud-Kivu, héberge aujourd'hui plus de mille cinq cents voire deux mille détenus. Du point de vue sécuritaire, l'hôte de la ministre de la Justice a fait remarquer que cette prison qui se retrouve

actuellement en plein centre-ville de Bukavu présente un danger sécuritaire en cas de toute situation éventuelle par exemple en cas d'évasion. C'est un projet qui était déjà entamé depuis le gouvernement passé. Nous avons estimé venir présenter à la ministre d'Etat et au vice-ministre de la Justice pour qu'ils puisse s'en approprier. C'est un projet très capital et important pour la province du Sud-Kivu et pour l'Etat congolais en matière pénitentiaire.

Jospin Bitafuanwa Mukono a rappelé que le projet de délocalisation de la prison de Bukavu a connu un retard à cause du changement de gouvernement. Le partenaire, a-t-il renchéri, était disposé à commencer les activités mais il ne devrait pas le faire sans avoir l'avis du gouvernement central qui devrait être conclu par la signature d'un contrat afin de lier le gouvernement congolais au partenaire privé.

Accélérer la signature du contrat

A en croire le ministre provincial de la justice du Sud-Kivu, le partenaire avait estimé qu'il fallait que le gouvernement central puisse accélérer le processus de signature du contrat pour qu'il commence les travaux. "Plusieurs experts ont accompagné le partenaire pour étudier et évaluer la faisabilité. Après les résultats de tous les experts, nous avons compris que c'est

un projet qui mérite un accompagnement du gouvernement central et surtout son appropriation. Le début des activités dépendra de l'engagement du gouvernement central.", a-t-il indiqué.

Nous avons constaté, a affirmé le ministre provincial de la justice du Sud-Kivu, que la ministre d'Etat, ministre de la Justice est tellement satisfaite du projet. "Elle est d'accord de la délocalisation de cette prison et du projet de la construction de la nouvelle prison qui va répondre aux conditions acceptables et aux standards internationaux après toutes les études et toute l'expertise des intervenants. La construction de cette nouvelle prison va contribuer à l'amélioration des conditions de détention sur toute l'étendue de la province", a-t-il signifié. Le vice-ministre a déclaré que le ministère de la Justice a plusieurs terrains au Sud-Kivu, là où l'on peut construire les bâtiments et là où on peut trouver de l'espace pour faire d'autres activités de l'autoprise en charge. "Nous avons compris que c'est une question aussi importante parce qu'il faut que nous puissions trouver de l'espace pour que les détenus ne dépendent pas totalement du gouvernement provincial ou central mais qu'ils soient en mesure de s'auto-nourrir à travers certaines activités champêtres", a-t-il fait savoir.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INSTITUTIONS

Les membres du gouvernement en séminaire de trois jours

"Créer une dynamique de changement par la culture de l'excellence et la gestion axée sur les résultats", tel est le thème du séminaire du gouvernement ouvert officiellement, le 22 juillet, au Fleuve Congo Hôtel à Kinshasa par le président de la République, Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Jean- Michel Sama Lukonde, et tous les membres de son équipe gouvernementale étaient présents à la cérémonie inaugurale. Pendant trois jours, soit du 22 au 24 juillet, les membres du gouvernement de l'Union sacrée de la nation vont s'imprégner de la vision du président de la République et l'intérioriser en vue d'imprimer une dynamique de changement par la culture de l'excellence pour plus d'efficacité dans l'action.

Il s'agit, comme l'a indiqué en liminaire le secrétaire général du gouvernement, de créer la cohésion nécessaire dans la réalisation des objectifs du Programme d'action du gouvernement. Dans son discours d'ouverture et d'orientation, le président de la République a, d'emblée, rappelé le contexte ayant prévalu à l'investiture du gouvernement avec, à la clé, son discours prononcé le 6 décembre 2020 à l'issue des consultations nationales. Un



Des membres du gouvernement à la cérémonie inaugurale

consensus s'y était largement dégagé sur la nécessité d'entrer en guerre contre toutes les dérives et pratiques malveillantes qui hypothèquent tout espoir de construire un Congo plus beau qu'avant, a-t-il indiqué.

Et d'ajouter que "ces consultations ont eu le mérite de démontrer qu'une majorité des Congolais et Congolaises étaient prêts à transcender

les querelles partisans qui minent l'espace public afin de constituer un bloc suffisamment compact susceptible de mener, sous son leadership, une guerre sans merci contre les antivaleurs qui plombent le développement de la nation." Le président de la République a, par ailleurs, martelé sur la nécessité, pour ce gouvernement, investi par une très large majorité des députés, de

concrétiser sa vision à travers les différents piliers déclinés par le Premier ministre lors de son investiture dont l'urgence de pacifier les régions de l'Est et de faire reculer significativement la pauvreté.

Le garant de la nation a exhorté les membres du gouvernement à privilégier la solidarité gouvernementale et, surtout, à se soumettre aux directives ainsi qu'au leadership du Premier ministre et chef du gouvernement. "Du moment où vous avez pleinement conscience de votre participation au gouvernement de l'Union sacrée, il est attendu de chacun de vous d'éviter des prises de position partisans qui viendront nuire à l'idéal du peuple d'abord", a-t-il martelé. "Il n'y a pas de place pour satisfaire les caprices de quelque autorité morale que ce soit, ni pour vous conformer à la logique de vos partis". Pour le président Félix-Tshisekedi, un seul leitmotiv est censé animer les membres du gouver-

nement, celui de faire tout ce qui est possible pour améliorer les conditions sociales de la population.

En termes de gouvernance publique, il a soutenu que ce séminaire gouvernemental sera aussi l'opportunité d'affirmer l'importance de l'évaluation des actions prises pour s'assurer de leur mise en application effective et de leur impact potentiel sur la population. En cela, a-t-il indiqué, le Conseil présidentiel d'éveil stratégique créé au sein de son cabinet et destiné à assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de ses engagements sera d'un apport significatif. Tout en se disant confiant pour la réussite de ce forum, le président de la République a exhorté les différents experts invités à ce séminaire à ne pas dispenser des enseignements académiques, mais plutôt à chercher à susciter des échanges et des discussions mutuellement instructifs pour tous les participants.

Alain Diasso

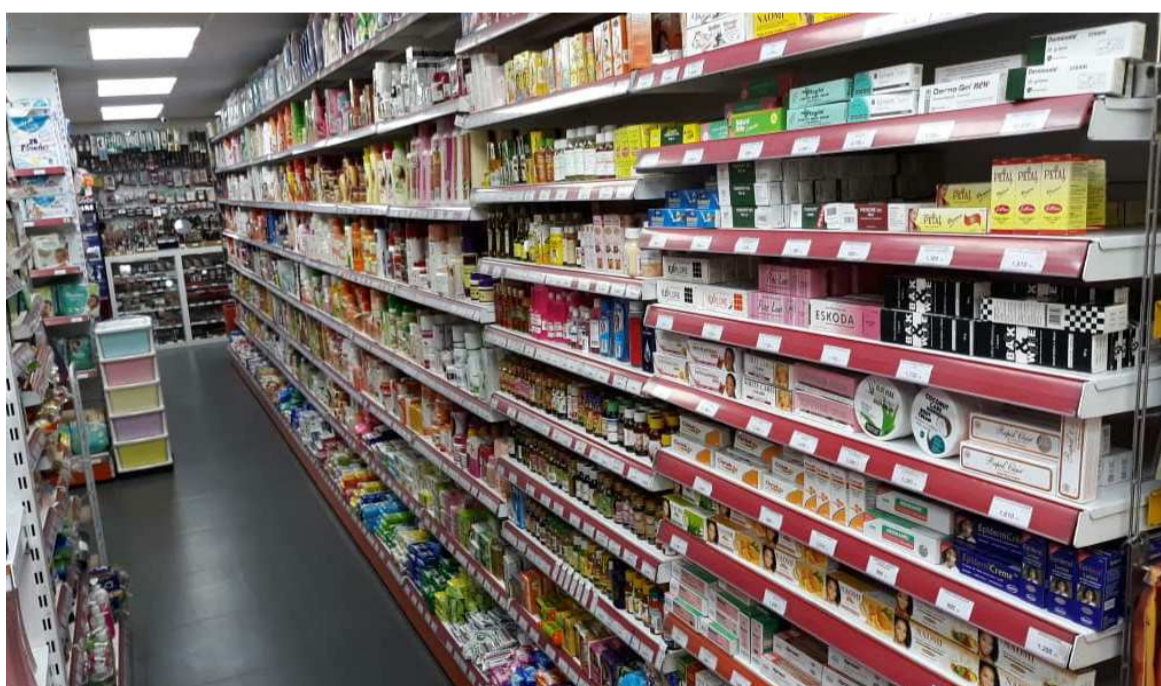
APRÈS LES SURGELÉS IMPORTÉS

Gouvernement et exploitants aériens domestiques en quête d'un compromis

L'objet des négociations est d'assurer une baisse effective des prix de billets à l'intérieur de la République démocratique du Congo. Pour les transporteurs aériens, il est important de discuter sur les préalables avant d'envisager toute révision à la baisse. Beaucoup parmi les voyageurs ne s'expliquent pas le fait que certaines destinations étrangères reviennent moins cher que les vols à l'interne. Les analystes les plus critiques parlent d'une dérèglementation tarifaire sauvage.

Au fil des années, le transport aérien à l'intérieur du vaste territoire national est devenu hors de portée pour le citoyen lambda. La rareté des avions assurant les liaisons domestiques a exercé et continue d'exercer une forte pression sur le coût du billet. Pour ramener la sérénité dans le secteur, le gouvernement entame des discussions avec tous les intervenants. Il y a bien entendu les compagnies d'aviation, dont Congo Airways, CAA, Kin Avia et Mwant jet. Au-delà, d'autres acteurs stratégiques y prennent également une part active, notamment la Fédération des entreprises du Congo, l'Autorité de l'aviation civile et la Régie des voies aériennes.

Le 15 juillet, la partie gouvernementale chapeautée par le ministère de l'Économie avait fait une importante déclaration. Au moins 80 % des revendications des compagnies d'aviation ont bénéficié d'une suite favorable à leur niveau, et il ne restait que les textes juridiques afin d'en-



Des produits dans un super marché à Kinshasa

cadrer les engagements issus des discussions. On le sait, la plus forte inquiétude exprimée par les exploitants aériens est l'existence de multiples taxes et impôts qui pèsent lourdement sur la structure des prix. Par ailleurs, plusieurs enquêtes réalisées dans ce secteur ont révélé également d'autres facteurs, notamment la concurrence

déloyale et le non-respect des normes internationales en matière de sécurité (insuffisance des instruments d'aide à la navigation).

L'annonce d'un deal en perspective entre les deux partenaires ne suscite pas encore un engouement des voyageurs. Prudents, ils préfèrent s'en tenir aux faits après l'épisode des

produits surgelés et les dénonciations de la même Fédération des entreprises du Congo. Sur le terrain, les démarches se poursuivent pour aboutir très rapidement à la baisse des prix des billets. Et l'urgence se fait ressentir sur cette question au regard des frais exorbitants à s'acquitter pour se déplacer à l'intérieur du pays. En effet, il

n'y a pas que les taxes et autres qualités techniques du tarmac qui interviennent dans la détermination du prix final du billet. Un autre paramètre tout aussi crucial est évoqué : la distance. Pour se rendre à Lubumbashi ou à Goma, deux villes situées à plus de 2 000 km de Kinshasa, il faut payer plus de 1 000 dollars américains. Pour deux fois plus de km à franchir, le voyageur quittant Kigali pour Dubaï ne paie que 300 dollars américains. Entre Goma et Beni, deux villes RD-congolaises distantes d'à peine 334 km, ou Goma et Kisangani, 847 km, le voyageur débourse respectivement entre 270 et 310 dollars américains. L'autre paramètre important dans la fixation du prix est le niveau de fonctionnalité de l'aéroport. Au regard de sa capacité, il va de soi qu'un vol à destination de Goma transporte plus de passagers que celui de Bukavu, juste à côté. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

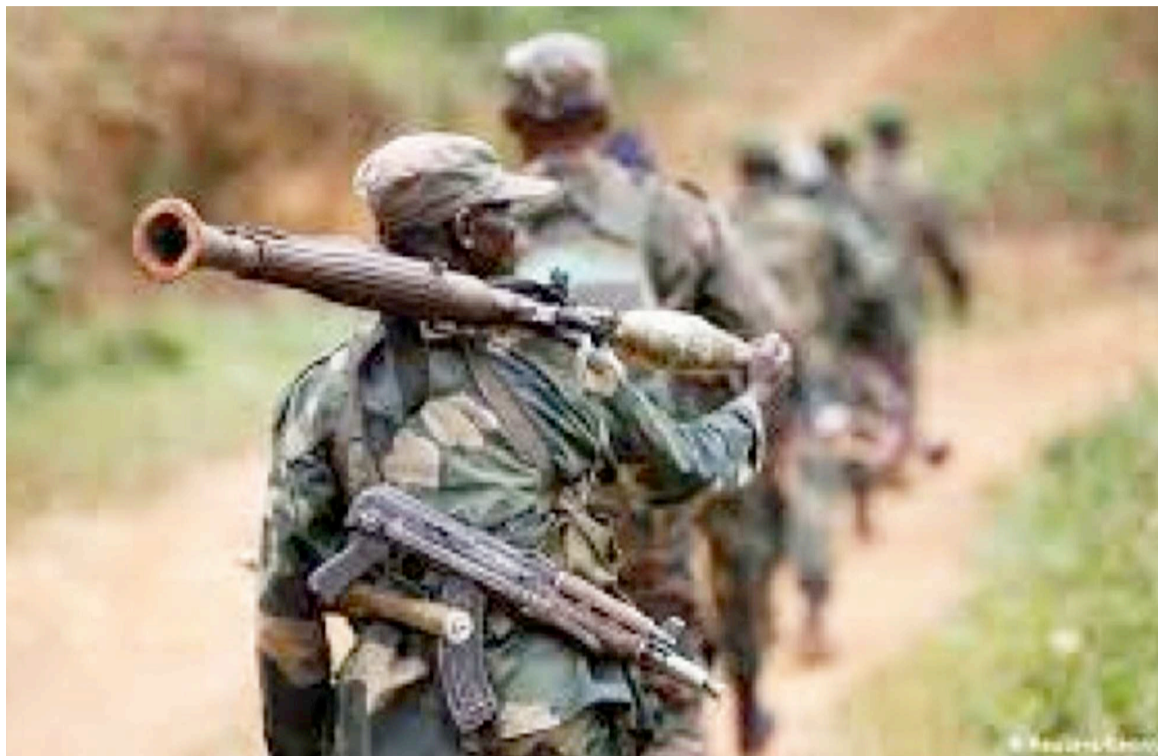
ITURI

Huit officiers de l'armée et un de la police aux arrêts

Ces officiers sont accusés de « détournement des fonds alloués aux opérations militaires » pendant la période d'état de siège.

Huit officiers de la 32e région militaire et un de la police nationale sont aux arrêts depuis le 21 juillet à la prison centrale de Bunia dans la province de l'Ituri. Selon le média en ligne Sept sur sept.cd, qui cite le porte-parole de l'Inspection générale des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc), le major Gerry Gbelo, ces officiers militaires et de la police sont accusés d'avoir détourné des fonds publics destinés à l'armée pour l'accomplissement de sa mission en cette période de l'état de siège.

Parmi ces officiers, note la source, il y a deux colonels, quatre lieutenants-colonels, un major, un capitaine et un commissaire supérieur de la police. Ce dernier, précise ce média, est l'assistant du vice-gouverneur policier de l'Ituri.



Les éléments des Fardc au front DR

A en croire le major Gerry Gbelo cité par le média en ligne, l'équipe d'inspecteurs militaires a retrouvé des preuves de malversation et détournement des fonds, lors de l'audit effectué au sein de la commission d'achat mise en place

en cette période de l'état de siège à la 32e région militaire. «Après contrôle et vérification de l'authenticité des documents référentiels des fonds et certaines pièces justificatives, il s'est avéré des anomalies, preuves de malversation

et de détournement avérés », a déclaré le porte-parole de l'inspection générale des Fardc, dans un communiqué de presse publié le 22 juillet 2021.

Selon cette source, l'inspecteur général de l'armée congolaise, le général Amisi

Kumba Gabriel, a ordonné que ces officiers supérieurs de l'armée soient mis à la disposition de la justice. « Et pour mettre fin à toutes ces pratiques d'antivaleurs qui ternissent l'image de notre armée et dénotent le manque du patriotisme dans le chef de certains chefs militaires, les auteurs de ce détournement à la 32e région militaire sur ordre de l'inspecteur général des Fardc, le général d'armée Amisi Kumba Gabriel, sont mis à la disposition de la justice à l'auditorat militaire de Bunia et mis en prison pour répondre de leurs actes », a-t-il précisé. Il est rappelé que cette délégation des inspecteurs, en séjour dans la province de l'Ituri depuis le 18 juillet, poursuit sa mission avant l'étape de Goma dans la province du Nord-Kivu.

Lucien Dianzenza

ATELIER SUR L'INFODEMIE

Les participants appelés à apporter la vraie information

Les lampions se sont éteints, le 21 juillet, sur l'atelier de formation relative à la gestion de la désinformation sur les vaccins anti-Covid-19.

Durant cinq jours, les experts venus du PEV, Crec, PNCPS, Unicef, Village Reach, OMS, M-Rite, Breack through Action, OIM, société civile et Sanru ont été outillés pour la gestion des rumeurs concernant la covid-19 et le vaccin. Après cette formation, ils vont être déployés dans les provinces pour apporter la vraie information aux communautés de base afin de changer leurs perceptions. Ils se sont également dotés de nouvelles approches de gestion de l'infodémie pour permettre une vaccination efficace et couplée aux mesures barrières pour sortir de la pandémie dans les détails raisonnables.

Animé par Dr Albert Muya Dibaya, cet atelier avait pour objectif de renforcer les capacités des cadres du niveau central et des paternaires en infodémiologie et la gestion des rumeurs pour réduire la désinformation et promouvoir la diffusion d'informations fiables sur la covid-19 en RDC. A en croire



Les participants lors des travaux

, cet expert en infodémiologie, le terme " infodémie " signifie une surabondance d'informations dont certaines sont vraies et d'autres fausses observées au cours d'une épidémie.

Clôturant les assises, le médecin directeur adjoint du Programme élargi de vaccination (PEV), Dr Aimé Sikomola, a remercié les partici-

pants pour leur disponibilité. "ça fait cinq jours que vous êtes pour la lutte contre la covid-19 mais aussi dans l'organisation de nos services de santé, particulièrement la vaccination de routine", a-t-il souligné. Il a, en outre, sollicité la disponibilité des participants jusqu'au bout afin d'accompagner le ministère de la Santé pour

former les acteurs au niveau opérationnel et l'aider à mettre en oeuvre les stratégies que les participants auront défini ensemble avec le ministère pour améliorer la demande de la vaccination non seulement contre la covid-19 mais aussi la vaccination de routine qui a perdu la pédale avec la survenue de la pandémie. Il a enfin remercié

les facilitateurs, les bailleurs de fonds et les journalistes pour leur accompagnement. Pour sa part, Jean-Claude Dinanga, représentant de Break Through action, il a remercié le PEV pour l'organisation de cette activité et les participants pour leur assiduité. Cette formation, a-t-il souligné, permettra aux participants d'être capables de transmettre les messages et bannir les rumeurs. Satisfaite de cette formation, Bibiche Mwika, coordonnatrice du RJAE, a indiqué que cette formation leur a aidé d'apprendre des nouvelles choses. En tant que journaliste, elle lui permettra de faire des émissions et reportages liés à ce qu'ils ont appris. Avant d'ajouter qu'il est prévu plusieurs formations et cette fois-là on va élargir le cercle des journalistes pour renforcer leurs capacités en la matière. Cet atelier a été organisé par le PEV en collaboration avec le Projet M-Rite, projet financé par l'Usaid.

Blandine Lusimana

DGRK

Félicien Kuluta dément les rumeurs de cambriolage

Pour le directeur général de la régie financière kinoise, l'institution n'a connu aucun cas de vol d'une quelconque somme d'argent ni du serveur central, comme l'auraient affirmé certaines langues.

Le directeur général (DG) de la Direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK), Félicien Kuluta, vient de couper court aux rumeurs faisant état d'un cambriolage dans les locaux de la régie financière de la capitale congolaise. Selon cette précision donnée à l'occasion de la conférence de presse tenue le 21 juillet dans la salle de réunions de cette régie, le patron de la DGRK a porté un démenti sur les fausses informations distillées sur la toile. « Fausse alerte. Il n'y a pas eu de vol à la DGRK. Ces fausses informations viennent de personnes mal intentionnées qui cherchent à décourager les efforts de la DGRK », a-t-il indiqué.

Dans cet élan, le DG de la DGRK a révélé que la régie financière ne garde pas l'argent des contribuables. « Trente-cinq millions de dollars, soit soixante-dix milliards de francs congolais, on les garderait où ? », s'est-il demandé. Et de souligner que les



Les bureaux de la DGRK

assujettis paient eux-mêmes à la banque.

De la pure intox

Pour Félicien Kuluta, s'il y avait vol, il arriverait plutôt à Sofibank, qui a un guichet avancé dans l'enceinte de la DGRK. Mais, a-t-il insisté, rien n'est arrivé dans ces installations comme vol. De l'avis du

DG de la DGRK, les initiateurs de cette campagne d'intox constituent la frange de personnes bouleversée par le dispositif informatique mis en place par cette régie financière provinciale en vue de maximiser les recettes de la ville. Il s'agit, a-t-il précisé, de l'application « Télé déclaration et télé paiement », présentée ré-

comment au gouverneur de la ville, Gentiny Ngobila Mbaka, permettant ainsi à l'assujetti de déclarer ses taxes et de les payer à distance.

Parlant de cette nouvelle application, le DG Kuluta a fait savoir que c'est une solution au récurrent phénomène de coulage des recettes dû au contact physique entre l'ad-

ministration fiscale et l'assujetti. A l'en croire, la DGRK se prépare, dans un bref délai, à une vaste campagne de vulgarisation de ce logiciel. Intervenant à leur tour pour plus de précisions, les informaticiens de la DGRK qui ont travaillé sur ce logiciel ont donné des garanties quant à la sécurité de l'application. Pour eux, il n'y a aucun risque de piratage de cette application.

Dans un communiqué signé la veille de cette entrevue avec la presse, le DG de la DGRK, qui a contredit ces rumeurs de vol et de l'existence d'une telle somme dans les bureaux de cette régie financière, a appelé les contribuables, personnes physiques et morales assujetties aux impôts, taxes, redevances et autres droits dus à la ville de Kinshasa, de continuer remplir correctement et sereinement leurs obligations fiscales pour donner à l'exécutif provincial les moyens de sa politique.

Lucien Dianzenza

MONGALA

Un haut magistrat impliqué dans la maffia

Le cerveau moteur de cette maffia politico-financière est le magistrat Noël Botakile.

Selon les élus de cette province, à savoir les députés et les sénateurs, qui ont été récemment reçus par la ministre d'État, ministre de la Justice, Rose Mutombo Kiese, en compagnie de son vice-ministre Amato Bayusire, cet haut cadre de la justice a réussi à paralyser toute la province qui économiquement est asphyxiée aujourd'hui parce que toutes les recettes perçues par cette maffia coordonnée par un haut magistrat en la personne de Noël Botakile échappent à la province.

Selon le député, Léon Mundle qui conduisait la délégation auprès de la ministre d'État, ministre de la Justice, cette situation a créé une insécurité terrible au niveau de la province de la Mongala à telle enseigne que cette province est en situation de crise de fonctionnement et

même à l'arrêt. "C'est pourquoi après avoir sensibilisé d'autres autorités nationales, nous sommes venus échanger au mieux sensibiliser la ministre d'État, ministre de la Justice pour demander son implication, l'implication de son ministère à cette question surtout qu'il y a un haut magistrat qui est impliqué dans cette déstabilisation et dans cette situation de prédation de toute une partie de la République, a-t-il déclaré. Avant de préciser: "Nous avons remarqué que Mme la ministre d'État était très réceptive et les échanges se sont bien déroulés. Nous espérons qu'avec son implication et de celle du gouvernement, elle va faire de son mieux pour que la province de la Mongala puisse redémarrer".

Blandine Lusimana



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.












Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)





Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

VIE DE STARS

Rebo Tchulo enceinte

Dans une vidéo postée le 16 juillet, l'interprète de Mbote a mis fin à la polémique créée par l'annonce de sa grossesse insistant qu'elle n'a pas voulu susciter de buzz avant la sortie de son nouveau single comme l'ont prétendu certains internautes mais a préféré plutôt se livrer avant de devenir la cible des mauvaises langues.

« Je veux parler de mon ventre », a-t-elle annoncé d'entrée de jeu dans la vidéo où elle apporte des éclaircies pour taire les spéculations autour de son annonce précédente. « Je n'ai pas l'habitude de publier des informations erronées dans le simple but de créer le buzz. La plupart de mes publications sont vraies et je ne force pas les buzz », a-t-elle soutenu. Pour la petite histoire, deux jours plus tôt, via sa story Instagram, la copine d'Innos'B avait prévenu qu'elle attendait famille. Cela avait suscité plusieurs commentaires et certains internautes l'ont mis en doute allant jusqu'à prétendre que Rebo voulait créer un buzz et attirer l'attention pour la sortie de son nouveau son. Ou encore que cela avait un lien avec No no, le nouveau single de son amoureux sorti le week-end où ils ont chanté en featuring.

La publication mise en cause marquait le retour de la sulfureuse chanteuse sur les réseaux sociaux. Habitué à ses fréquentes apparitions et publications, ses fans et plusieurs mélomanes s'étonnaient de son silence et certains s'en inquié-

tait déjà. Pour éviter que les gens se posent plus de questions sur son absence sur les réseaux sociaux, elle a jugé bon de leur en donner la raison afin d'apaiser les esprits, a-t-elle dit. « Il valait mieux que je dise la vérité et explique ce qu'il en est et puis voilà on passe », a-t-elle déclaré. Et d'ajouter : « Ce n'est pas pour le buzz, je suis très sérieuse. C'est quelque chose qui peut arriver à tout le monde. C'est arrivé et puis quoi ! Nous que nos mères ont enfanté à un jeune âge... ». Avant de continuer, elle s'est excusée un instant le temps de cracher sur le côté comme pour attester ses propos. Puis, a-t-elle poursuivi : « Ce sont des choses qui arrivent. Je ne dirai pas que c'est une erreur. C'est un don de Dieu, nous l'acceptons et puis voilà. Donc prenez ça vraiment au sérieux et la vie continue ».

La vraie vie

Rebo a prié les internautes d'arrêter de raconter des futilités et a déclaré à l'occasion : « A part le fait que nous sommes des artistes, nous avons aussi des vies privées. La vraie vie où je suis Déborah, je vous la



Rebo Tchulo (DR)

raconte, ce ne sont pas des bobards ». Par ailleurs, la jeune chanteuse a prévenu qu'elle serait rare et plus aussi active qu'avant sur les réseaux sociaux. Néanmoins, elle précise qu'elle n'entend pas faire de pause. « Ce n'est pas parce que j'ai un enfant dans mon ventre que j'arrête tout, je ne vais plus travailler, ne plus rien faire... Non ! Je vais continuer », a-t-elle affirmé. Rebo soutient à ce

propos qu'elle va poursuivre avec la routine habituelle. « Je vais continuer mes activités, à faire des enregistrements, les clips, etc. Je ne vais pour autant m'empêcher d'avancer dans mon travail », a-t-elle indiqué.

En outre, avec son sans-gêne habituel, elle a prévenu : « Je ne vais pas me répéter, tout celui qui suivra cette vidéo devrait le rapporter à d'autres. Je ne vais

pas y revenir une seconde fois et je reviens encore sur le fait que ce n'est pas un buzz ». Et de renchérir : « Si c'était juste pour le buzz, il en serait autrement ». Quant à ceux qui prétendent, dit-elle, « que je l'ai fait pour la sortie de mon clip Pepele, pas du tout ! ». Avec désinvolture, elle insiste : « Si c'était pour le clip, j'aurais fait autre chose, créer quelque que je n'imagine même pas. Vous savez comment je fonctionne, moi j'ose, je ne plaisante pas ! ».

Rebo Tchulo conclut sa vidéo avec un mea culpa d'une désinvolture qui confine à l'impertinence : « C'est quelque chose qui est arrivé, que voulez-vous que je fasse ? Vous auriez voulu me prendre en photo lorsque nous allions nous croiser en chemin afin de les poster ensuite. Au lieu que cela n'arrive, que vous me fassiez des vidéos ou des photos en catimini dans un supermarché ou dans un quelconque autre lieu, je suis venue me livrer. Vous dire ce qu'il en est, puis on passe, la vie continue ».

Nioni Masela

CECAFA U23 2021

La RDC battue par la Tanzanie et quasi éliminée au premier tour



Les Léopards U23 de la RDC

Les Léopards football U23 de la République démocratique du Congo (RDC) sont quasiment éliminés au premier tour de la 61e édition du tournoi du Conseil des fédérations de football de l'Afrique de l'Est et du centre (Cecafa), après leur défaite, le 21 juillet à Bahir Dar en Ethiopie. Les joueurs du sélectionneur Jean Claude Loboko sont tombés face aux Taifa Stars de la Tanzanie par

zéro but à un. Le jeune attaquant tanzanien Reliant Musajo a inscrit l'unique but de la partie qui élimine presque les Léopards à la 70e minute de jeu.

Cette défaite intervient après le résultat d'égalité de zéro but partout lors de la première journée du groupe A du tournoi face à l'Ouganda. Les Léopards U23 de la RDC n'ont donc plus leur destin en main.

Ils ne peuvent se retrouver au prochain tour qu'en cas de la défaite de l'Ouganda face à la Tanzanie par un score plus important que celui qu'ils ont subi. On note que la RDC U23 finit le premier tour avec zéro but marqué, dominée de l'entrejeu dans les deux rencontres du groupe A. Cette défaite semble poser la problématique du niveau du football d'âge en RDC.

Martin Engimo

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Gessou immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

AFRIQUE/COVID-19

Le vaccin Pfizer BioNTech bientôt produit en Afrique du Sud dès 2022

Une première sur le continent. Biovac va réaliser dès début 2022 une étape de production du vaccin Pfizer - BioNTech anti Covid-19 en Afrique du Sud pour fournir largement le continent africain qui manque de doses. Ce qui freinerait les campagnes d'immunisation. Biovac parle de « pas crucial pour renforcer l'accès durable aux vaccins ».



Le vaccin Pfizer/BioNTech contre la Covid-19 sera produit au Cap en Afrique du Sud, pour fournir l'Afrique dès 2022. Les sociétés ont « signé une lettre d'intention » avec Biovac permettant de fournir jusqu'à 100 millions de doses par an aux pays africains. Le transfert des technologies et l'installation des machines nécessaires à la mise en flacons, la dernière étape de la fabrication, va démarrer « immédiatement », selon un communiqué. Le sérum sera acheminé depuis des usines européennes des deux laboratoires, qui gardent la main sur la fabrication de l'ARN messager. Il sera ensuite mis en flacons et distribué « exclusivement au sein des 55 pays membres de l'Union africaine », ont précisé l'Allemand BioNTech et l'Américain Pfizer.

« Au lieu d'être largement déployés pour réprimer la pandémie sur tous les fronts - les vaccins ont été concentrés dans les mains et les bras de quelques chanceux, déployés pour protéger les personnes les plus privilégiées du monde, y compris les personnes les moins exposées au risque de maladie grave, tandis que les plus vulnérables restent sans protection »

Pour le Pdg de Biovac, Morena Makhoana, « il s'agit d'un pas crucial pour renforcer l'accès durable aux vaccins » et la collaboration « va permettre de distribuer plus largement des doses à des personnes dans des communautés difficiles d'accès, surtout sur le continent africain ». Les inégalités géographiques restent criantes face à la pandémie, avec d'un côté les nations développées (des programmes de vaccination tous azimuts), et de l'autre les pays les plus pauvres (très en retard en la matière) : 1,6% des doses administrées dans le monde l'ont été en Afrique, qui concentre 17% de la population mondiale. Seulement 2% des Africains, soit 16 millions de personnes, étaient entièrement immunisées, selon l'OMS.

Jusqu'ici l'Afrique dépend pour ses vaccins principalement du mécanisme international Covax et de dons, qui arrivent toutefois au compte-gouttes. Actuellement, un autre vaccin contre la Covid-19, le Janssen à dose unique de Johnson

& Johnson, est mis en flacons dans une usine en Afrique du Sud. En vue d'accélérer les campagnes de vaccination, plusieurs pays émergents et des ONG plaident pour la suspension des brevets afin de permettre une production de masse. Les Etats-Unis et la France y sont favorables, contrairement à l'Allemagne, qui préfère, comme BioNTech, des accords de production. Au 20 juillet, le système Covax, qui devait garantir aux pays défavorisés un accès équitable aux vaccins anti-Covid, avait distribué plus de 135 millions de doses dans 136 pays.

Le chef de l'OMS parle de « d'échec mondial » du partage

En déplacement à Tokyo au Japon, le chef de l'OMS a dénoncé la distribution inéquitable des vaccins contre la Covid-19 dans le monde. « Les vaccins sont des outils puissants et essentiels. Mais le monde ne les a pas bien utilisés », a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus. Poursuivant : « Au lieu d'être largement déployés pour réprimer la pandémie sur tous les fronts - les vaccins ont été concentrés dans les mains et les bras de quelques chanceux, déployés pour protéger les personnes les plus privilégiées du monde, y compris les personnes les moins exposées au risque de maladie grave, tandis que les plus vulnérables restent sans protection ». Selon l'OMS, 75% des vaccins ont été administrés dans seulement 10 pays. Certains pays riches parlent désormais de troisième injection de rappel pour leur population. Il déplore « un échec mondial » du partage des vaccins.

Noël Ndong

PAYS EN DÉVELOPPEMENT

L'OCDE s'inquiète du regain de mécontentement

Dans son récent rapport, « Perspectives on Global development 2021 », l'OCDE invite les gouvernements à prendre en compte les groupes marginalisés, s'ils ne veulent pas assister à un regain de mécontentement.

Après un pic de manifestations violentes en 2019, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire, la Covid-19 a eu pour effet de vider les rues. Depuis la fin de la crise financière de 2008-2009, le nombre de manifestations dans le monde avait doublé en 10 ans. Mais l'interruption de cette vague de mécontentement, nourrie par un manque de confiance dans les gouvernements et la démocratie, n'est que temporaire selon les analystes de l'OCDE. Le rapport analyse les facteurs à l'origine de ce désagrément croissant dans les Pays en développement (PED). Joindre les deux bouts reste la principale préoccupation. Malgré trois décennies de croissance économique quasi continue, une grande partie de la population des PED avait du mal à s'en sortir, avant même que la pandémie ne frappe.

Les populations exigent également de meilleurs services publics, moins de corruption et une plus grande voix au chapitre dans la gestion de leur pays, ainsi qu'une plus grande action contre le changement climatique. En outre, le rapport montre que la qualité de la démocratie se détériore dans le monde. Le mécontentement émerge de l'interaction

de ces griefs avec la fragmentation des sociétés: Partout dans le monde, la confiance entre les gens diminue, l'engagement civil s'affaiblit et des guerres culturelles émergent. Aussi des mouvements populistes apparaissent, généralement incapables de relever les défis auxquels les sociétés sont confrontées. Si les rues se sont vidées en 2020, les réseaux sociaux ont servi de porte-voix. Selon le rapport, l'effondrement de la cohésion sociale et les ruptures du contrat social rendront extrêmement difficile une meilleure reconstruction.

Faire évoluer la coopération internationale

Transformer l'économie, renforcer les institutions, lutter contre la pauvreté et faire face à la crise climatique... Si les analystes de l'OCDE appellent les gouvernements à s'emparer d'approches inclusives et participatives pour relever ces défis, il n'en estime pas moins que les pays en développement ne peuvent pas, à eux seuls, réparer ces lignes de faille. Ils sont très vulnérables à des facteurs dépassant leurs frontières, comme l'ont démontré les récentes crises économiques, les

catastrophes environnementales et, bien sûr, les pandémies. La coopération internationale est essentielle pour faire face à ces menaces, mais les institutions multilatérales sont confrontées à des doutes, quant à leur légitimité et leur efficacité, en particulier, pour répondre aux besoins des pays en développement. La pandémie de Covid-19, qui continue de s'aggraver dans de nombreux PED, a souligné la nécessité de nouvelles approches de la coopération internationale. À court terme, la communauté internationale a un rôle crucial à jouer pour garantir que les PED accèdent aux vaccins et aux autres moyens dont ils ont besoin pour lutter contre la pandémie, éviter les crises humanitaires émergentes et coordonner l'allègement de la dette. À plus long terme, estime le rapport, les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le climat donnent la feuille de route pour s'attaquer aux nombreuses causes de mécontentement identifiées dans ce rapport, mais ne peuvent être atteints sans institutions mondiales véritablement inclusives et à la hauteur de leurs ambitions.

N.Nd.

SAHEL

La force européenne Takuba va jouer un rôle central dans la lutte contre les jihadistes

Après la réduction prévue de la présence militaire française au Sahel, la « task force » Takuba, unité de forces spéciales européennes chargée d'accompagner l'armée malienne au combat face aux jihadistes, occupera une place de premier plan dans le dispositif antiterroriste. Un partage de fardeau bienvenu pour Paris, qui se prépare à réduire ses effectifs militaires dans la zone après huit ans de présence.

Outre la France qui a initié ce groupe, Takuba regroupe déjà des forces en provenance de Belgique, d'Estonie, d'Italie, des Pays-Bas, de la République tchèque, du Portugal et de Suède, qui a envoyé quelque 150 soldats début 2021. La Roumanie s'est aussi engagée à y participer, ainsi que le Danemark qui a promis une centaine d'hommes pour 2022. La Norvège a, quant à elle, proposé d'envoyer deux officiers au quartier général de la force Takuba. « La situation au Mali est extrêmement difficile. C'est dans ces moments-là qu'une présence internationale revêt de la valeur », fait valoir le ministre norvégien de la Défense, Frank Bakke-Jensen, cité par un communiqué. Faute d'un soutien politique suffisant au Parlement, Oslo avait repoussé l'an dernier une demande française de contribution militaire à Takuba.

En ce qui concerne le déploiement de 45 soldats roumains, leur arrivée est prévue au quatrième trimestre 2021. « Cela renforcera la visibilité internationale de notre pays », souligne un rapport officiel qui évoque également « d'importants bénéfices dans la relation avec la France ». « Merci à nos amis roumains pour leur engagement », réagit dans un tweet la ministre française des Armées, Florence Parly.

Hormis l'opération Takuba qui rassemble aujourd'hui 600 soldats dont la moitié sont des Français, les

Etats-Unis entendent aussi jouer un rôle très important dans la lutte contre le jihadisme au Sahel. C'est pour cela que les autorités américaines et françaises ne veulent pas abandonner leurs efforts en matière de contre-terrorisme. A cet effet, les deux parties viennent de procéder à la signature d'une convention pour renforcer la coopération de leurs forces spéciales.

La France ne va pas ralentir ses opérations de contre-terrorisme

Ce raffermissement de la coopération bilatérale intervient au moment où la France envisage de commencer à fermer ses bases dans le nord du Mali, plus précisément au second semestre de cette année, dans le cadre de la réduction annoncée de sa présence militaire au Sahel. Et sur les 5.100 soldats français actuellement présents, après plus de huit ans d'engagement massif, des sommes colossales englobées, Paris devra maintenir à terme entre 2.500 à 3.000 hommes dans la région. Selon Emmanuel Macron, leur mission principale doit porter sur « la neutralisation et la désorganisation du haut commandement des deux organisations ennemies », ainsi que « l'appui à la montée en puissance des armées de la région ». Ce dispositif s'appuiera sur « des forces spéciales structurées autour de Takuba (...) et des forces africaines, européennes, internatio-

nales », selon le président français. Pour la ministre française des Armées, Florence Parly, « cette transformation ne signifie pas le départ du Sahel », ni que Paris va ralentir ses opérations de contre-terrorisme dans la région. « Nous avons collectivement, nous Européens, une responsabilité de sécuriser le flanc sud de l'Europe. Il est essentiel de ne pas permettre que le Sahel et plus largement l'Afrique deviennent une zone refuge et d'expansion pour ces groupes terroristes affiliés à Daech (l'acronyme arabe de l'EI) et Al Qaïda », juge-t-elle. « La France reste pleinement engagée, avec ses alliés européens et américains, aux côtés des pays sahéliens et des missions internationales », pour combattre les groupes jihadistes qui sévissent au Sahel, assure le ministère des Armées dans un communiqué. Florence Parly pense que les forces armées sahéliennes sont désormais « en mesure de faire face à leurs ennemis » puisque les Européens sont présents à leur côté, notamment au sein du groupement de forces spéciales Takuba. « Nous sommes de plus en plus en partenariat avec les forces armées sahéliennes que nous avons d'abord formées » via la mission européenne EUTM, « que nous avons entraînées, et avec lesquelles nous avons de plus en plus combattu », poursuit-elle.

Nestor N'Gampoula